Les ONG sont-elles altermondialistes ?

Samy Cohen

▶ **To cite this version:**

Samy Cohen. Les ONG sont-elles altermondialistes ?. 2004. hal-01065496

HAL Id: hal-01065496

https://sciencespo.hal.science/hal-01065496

Preprint submitted on 18 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ce texte constitue une version partielle d'un rapport intitulé « ONG, Alter mondialistes et société civile internationale », présenté au Colloque « Les mobilisations altermondialistes », organisé par le GERMM-AFSP, Paris, 3-5 décembre 2003

LES ONG SONT-ELLES ALTERMONDIALISTES ?

Samy Cohen
CERI / FNSP

Comment analyser le rôle et la place des ONG dans la mouvance alter mondialiste ? Elles apparaissent souvent comme une des forces majeures de la contestation de la « mondialisation libérale ». Dans les médias, les noms d'Oxfam, de MSF, de Médecins du monde, d'Amnesty international, de Greenpeace, du CCFD sont souvent associés à la nébuleuse alter mondialiste. Il se dégage souvent l'impression qu'ONG et Alter font partie d'un ensemble relativement homogène et soudé d'acteurs partageant les mêmes valeurs et défendant les mêmes objectifs. Mais le positionnement des ONG mérite d'être précisé. L'analyse comparée de leur positionnement fait apparaître des clivages importants au sein de ce monde. Il est loin d'être homogène.

De quelles ONG parle-t-on ?

Encore faut-il préciser de quelles ONG parle-t-on. La notion d'ONG recouvre des réalités très différentes. Les « ONG » seraient environ 38000 dans le monde[1]. Près de 2000 d'entre elles sont accréditées au Conseil économique et social des Nations Unies (Ecosoc), alors qu'elles n'étaient que 45 en 1945. Mais la formidable prolifération des ONG depuis la fin de la guerre froide n'est pas nécessairement synonyme de « vitalité démocratique », ni de puissance. Le monde des ONG comprend le pire et le meilleur. Le meilleur : de respectables ONG de solidarité internationale, réputées pour leur indépendance et l'efficacité de l'aide qu'elles apportent à des populations opprimées ou en détresse. Le pire : des GONGOs (Governmental Oriented Non Governemental Organizations), des ONG créées par les

gouvernements, pour défendre leurs intérêts. Entre les deux, une variété d'ONG plus ou moins sérieuses, plus ou moins indépendantes, plus ou moins « non lucratives ».

Dans son acception originelle, la plus répandue, la notion d'ONG évoque une association de solidarité internationale (ASI), à but non lucratif, apolitique, pétrie de valeurs humanistes et indépendante des Etats. Le modèle de référence est le Comité international de la Croix Rouge fondé en 1864 par Henry Dunant. La plupart d'entre elles naissent à l'initiative de personnes privées. Mais cet idéal-type ne représente plus, depuis le début des années 90, qu'une petite partie du monde des ONG. Aujourd'hui, seule une minorité infime d'ONG possède ces attributs de l'organisation de solidarité internationale conformes aux valeurs d'universalité, d'impartialité et d'indépendance, telles qu'elles apparurent à l'origine avec la création du CICR et qui sont encore incarnées par des organisations telles que Médecins sans Frontières, Médecins du Monde, Amnesty international, Human Wright Watch, Greenpeace, OXFAM, etc.

Ce sont essentiellement ces grandes ONG internationales qui nous intéressent ici. Elles seules peuvent se targuer d'avoir amené les Etats et les organisations internationales à se préoccuper davantage de la défense des droits de l'homme, des questions humanitaires et à inscrire sur leur agenda la question des « biens publics mondiaux ». Elles sont les plus influentes sur la scène internationale. Elles ont acquis une notoriété mondiale. Elles sont, pour beaucoup, l'incarnation de la « société civile internationale », le symbole d'un nouveau monde, une « nouvelle conscience morale ».

Leur professionnalisme s'est renforcé au cours de ces dix dernières années au prix d'une certaine altération de leur image. Elles ne se contentent plus d'action d'aide et de secours sur le terrain. Elles sont capables d'alerter l'opinion publique et de mobiliser des soutiens par de grandes campagnes de presse. Elles ont développé une capacité d'expertise qui souvent fait défaut à l'Etat. Très actives sur le terrain où se déroulent des conflits et où les diplomates ne s'aventurent pas beaucoup, les grandes ONG humanitaires sont une source d'informations pour les Etats et les médias. Elles ont toutes diversifié leurs activités. Elles ne se contentent pas de fournir des prestations, fournir une aide humanitaire ou mettre en œuvre un programme de développement dans un pays du Tiers monde. Elles se veulent des partenaires influents des Etats. Elles ont développé une expertise juridique, qui leur permet de peser, non sans efficacité, sur les négociations internationales. Certaines d'entre elles ont, grâce à leur statut consultatif aux Nations Unies, ou dans d'autres organisations internationales, la possibilité de se faire entendre lors des réunions internationales. Certaines ont leurs entrées chez les dirigeants de leurs pays. Elles bénéficient dans les pays

[1] Selon l'Union des associations internationales, dont le siège est à Bruxelles Site Web : http://www.uia.org/homeorg.htm.

démocratiques d'un très large soutien des médias. Elles sont capables de former des coalitions internationales d'ONG, et d'Etats, comme dans les cas de la convention pour la Cour pénale internationale ou pour les mines antipersonnel. Elles peuvent jouer sur de multiples registres : l'opérationnalité, la revendication, la fonction tribunitienne, l'analyse géopolitique des conflits internationaux ou infranationaux.

Un référentiel différent

Il est tentant de les confondre avec les organisations alter dans la mesure où elles partagent certains objectifs (environnement, santé, lutte contre la pauvreté, etc.). Elles veulent également un monde plus juste. Beaucoup d'entre elles sont présentes aux forums, mondiaux ou régionaux, des alter. Elles nouent des alliances ou des partenariats avec certains acteurs de mouvance, qui ne sont pas des associations de solidarité internationale. Mais un travail plus fouillé à travers l'observation de l'activité de quelques grandes ONG internationales dans les secteurs du développement (CCFD, Oxfam), de l'humanitaire (Médecins sans frontières, Médecins du monde) et des droits de l'homme (Amnesty international, FIDH) et de l'environnement (Greenpeace) montre la complexité des relations qu'elles entretiennent à la fois entre elles et avec la mouvance alter mondialiste, symbolisée par ATTAC ou la Confédération paysanne[2]. Il fait apparaître des clivages importants au sein du monde des ONG internationales.

Les grandes ONGI ne sont pas des mouvements de contestation même si la contestation fait partie de leur répertoire d'action. Elles ne se vivent pas comme des « *mouvements de citoyens* » (entretien avec un dirigeant de MDM, le 29 novembre 2003). Elles insistent toutes sur leur « spécificité » qui est de porter et de promouvoir des projets de solidarité internationale, alors que la nébuleuse alter mondialiste agrége des revendications très différentes et souvent purement catégorielles (chômeurs, mal logés, intermittents du spectacle, etc.). Même une ONG comme Greenpeace, relativement solidaire des alter par bien des aspects, insiste sur la « spécificité » et les priorités de l'organisation, les différences qui la sépare d'ATTAC ou de la CGT: « *Nous sommes partie prenante pour dire 'il faut une autre mondialisation' mais nos priorités sont nos campagnes sur l'environnement. Dans la nébuleuse alter certains, comme ATTAC, sont des animateurs. Ils animent le FSE, organisent les luttes, mais n'ont pas ou n'ont plus de campagnes. On ne fait pas de compromis avec la CGT qui n'est pas contre le nucléaire, comme nous les sommes* » (entretien avec un dirigeant de Greenpeace-France, 27 novembre 2003). Les alter sont considérés comme « défendant des causes justes » mais ne possédant pas le même

« référentiel » que les ONG internationales. Les ONG de droits de l'homme estiment, de même, que les droits de l'homme ne sont pas des objectifs prioritaires pour les alter comme ils le sont pour elles. Elles veulent tout comme les alter « changer le monde » mais n'envisagent pas une « autre mondialisation » qui passerait par la défaite des institutions financières mondiales.

Ces ONG sont des organisations très spécialisées et très attachées à leur image de compétence et de responsabilité. Elles vivent dans un monde très concurrentiel et se doivent constamment faire la preuve de leur sérieux et de leur efficacité auprès de leurs donateurs privés et publics. Elles dépendent fortement pour leur existence des dons privés et, pour une partie d'entre elles, des financements des Etats et des organisations internationales. Cette fragilité les amène à s'organiser et à fonctionner en fonction de critères d'efficacité davantage que ceux de la démocratie. Leur fonctionnement n'a rien de comparable avec celui des mouvements contestataires. Dans la mouvance alter mondialiste de nombreuses associations se réclament d'un fonctionnement démocratique passant par un mode de décision par « consensus »[3]. Les grandes ONG internationales se comparent plutôt à des grandes firmes multinationales, organisées sur le mode hiérarchique fait pour permettre une prise de décision rapide et cohérente. Il y a, à cet égard, un hiatus considérable entre ces grandes organisations et les mouvements contestataires. Certaines permettent à leurs membres de débattre de leurs orientations. Elles se sont dotées, du moins partie d'entre elles, de conseil d'administration ou de comité de donateurs exerçant un rôle de surveillance. Mais la décision appartient *in fine* à quelques responsables à qui il revient de trancher et d'arbitrer entre points de vue différents. Les forums altermondialisations sont des lieux où l'on parle : le souci est grand de permettre à tous ses membres de s'exprimer longuement. Les ONG internationales sont avant tout des lieux où l'on privilégie l'action.

Elles se veulent plus pragmatiques et moins dogmatiques. Elles se disent prêtes à travailler avec les Etats et les entreprises, qu'elles considèrent comme des partenaires incontournables. Les institutions financières internationales comme le FMI ou la Banque mondiale ne sont pas vouées aux gémonies. Ce sont des partenaires sur lesquelles il faut faire pression pour les amener à modifier leur politique et non pas pour les faire disparaître.

---

[2] Ce travail s'appuie également sur des entretiens réalisés en deux vagues successives (au printemps 2002 et en novembre 2003) auprès de dirigeants de plusieurs ONG internationales.

[3] Cf. Christophe Aguiton : entretien accordé à *Alternatives internationales*, n°11, novembre- décembre 2003

Différences d'approches entre ONG

Un deuxième fait met à mal la thèse de l'appartenance pure et simple des ONG à la mouvance altermondialiste : leurs différences d'approches et de stratégies. Le monde des ONG n'est pas soudé et homogène face aux altermondialistes. Un des plus importants clivages est celui qui sépare, d'une part, les ONG spécialisées dans le développement comme Oxfam ou le CCFD et les ONG vertes comme Greenpeace et, d'autre part, les ONG humanitaires médicales, comme MSF ou Médecins du monde et les ONG de droits de l'homme, comme Amnesty international. La première catégorie a accepté l'idée très populaire dans la mouvance alter selon laquelle il « faut s'attaquer aux causes » des inégalités et des problèmes globaux tels que l'environnement, tout en se réservant un droit de critique des positions les plus radicales des alter. La seconde catégorie est nettement plus distante, plus critique. Si elle considère avec sympathie la lutte contre les effets pervers de la mondialisation, celle-ci ne leur apparaît pas comme l'« ennemi principal » : « *L'alter mondialisation a un côté anticapitaliste. Nous ne sommes ni anti ni pro-capitaliste. Ce n'est tout simplement pas notre référentiel. Nous demandons à tous les acteurs internationaux de prendre en compte le respect des droits de l'homme, quel que soit les choix économiques. On constate des violations de droits de l'homme dans tous les systèmes économiques* » (entretien avec un dirigeant d'Amnesty international, 29 novembre 2003). Cette position de principe est également celle des humanitaires : « *La coalition altermondialiste défend un projet de société, un autre monde. Ce n'est pas un axe central de l'humanitaire. Il faut se tenir à distance de ce débat sur la société 'idéale'. L'humanitaire s'intéresse à ceux dont la vie est menacée à court terme. On ne peut faire l'économie de l'humanitaire* » (entretien avec un dirigeant de MSF, le 27 novembre 2003).

Pourtant ces ONG sont confrontées à la question de savoir comment se positionner face à ces nouveaux acteurs sociaux. Elles se heurtent toutes au même dilemme. Elles ne peuvent ignorer ces mouvements de citoyens porteurs de revendications qui sont en partie également les leurs, qui peuvent leur servir de caisse de résonance et renforcer la légitimité de leur action. D'autre part, beaucoup de ces ONG internationales sont soutenues par des militants et des bénévoles qui sont sympathisants de la lutte pour un « autre monde ». Elles ne veulent pas les décevoir. Il leur faut, en même temps, montrer à l'opinion publique et en particulier aux donateurs, privés ou publics, qu'elles ne perdent pas de vue la centralité et la raison d'être de leur organisation.

Ce clivage souffre pourtant de quelques notables exceptions. A l'intérieur de chaque catégorie apparaissent des dissensions sur des points importants ou secondaires. Prenons d'abord le cas des ONG médicales d'urgence. Elles sont partenaires des alter sur certaines campagnes en faveur desquelles militent les alter. Un exemple parmi d'autres : Médecins du

monde est partenaire avec ATTAC, le CRID et la Ligue des droits de l'homme d'une campagne initiée par Agir ici contre la libéralisation des services fondamentaux. Elle a participé au Sommet pour une autre monde organisé en marge du G8 pour appeler les dirigeants politiques des Etats à respecter les engagements financiers pris en faveur du Fonds mondial de lutte contre quelques grandes pandémies (Sida, tuberculose, paludisme). MSF, autre exemple, est partenaire d'Oxfam sur les campagnes pour les médicaments essentiels, partenariat fortement soutenu par les ONG du Sud et par les alter. Mais il s'agit de partenariats au coup par coup, nullement d'une adhésion globale. De toutes les ONG de solidarité internationale, ce sont celles qui insistent le plus sur leur « spécificité » et leur autonomie. Leur discours s'appuie autant sur les différences fonctionnelles que sociologiques. Un des dirigeants de Médecins du monde souligne ainsi la difficulté de se positionner à l'égard des antimondialistes : « *Pour nous la question de savoir comment s'y intégrer est une vraie question. Cette forme de militantisme est particulière. Nous sommes un peu vieux alors que les militants antimondialisation sont relativement jeunes, utilisent beaucoup Internet, se regroupent autour de thèmes très divers. Ils ne viennent pas chez nous. Nous demandons des professionnels, des gens diplômés qui ont déjà 27-28 ans. On est à la recherche d'un équilibre entre le bénévolat et l'efficacité. Mais en même temps on ne peut pas rester en dehors de l'histoire. Ca nous désoriente un peu. Ca rassure en même temps car ça montre que la « crise du militantisme n'est pas vraie* » (entretien réalisé le 10 avril 2002).

Mais entre MSF et MDM, il y a quelques importantes nuances. MSF dont on connaît la culture fortement « indépendantiste » se vit clairement extérieure à la mouvance alter et de manière générale affiche des conceptions très critiques à l'égard des consoeurs spécialisées dans le développement. Elle ne se veut pas « partie prenante » à ce mouvement. « *Nous avons croisé la trajectoire des anti mondialisation sur le problème des médicaments, affirme cet ancien président de MSF et membre toujours actif de l'association. Nous n'étions pas à Porto Allegre. Personnellement, je suis sympathisant mais on veut produire un discours sur l'action et faire de l'action* ». Concernant l'opposition humanitaires-développementalistes, cette même personne affiche des positions très critiques pour fustiger les ONG de développement : « *Au départ ce sont deux courants qui sont inspirées des mêmes sources philosophiques. L'humanitaire vient après le développement. Mais il faut préciser qu'il s'est construit sur les décombres de l'aide au développement. Le Tiers monde est un cimetière de projets de développements. Beaucoup d'ONG humanitaires veulent également œuvrer au développement en se situant dans cette double catégorie humanitaire d'urgence-développement. Mais ce sont deux objets différents. Le développement est une notion ambiguë marquée par un paternalisme colonial, établissant des différences entre*

développés et sous-développés. C'est une rhétorique de vainqueurs. Il faut arrêter de parler de développement mais de biens publics mondiaux. C'est quelque chose de plus fécond. A MSF on défend les biens publics mondiaux : l'accès à la santé qui assure une forme de sécurité publique. Parler de développement est une commodité rhétorique : ça permet de montrer que les humanitaires ne se soucient que de l' 'après' ». (Entretien avec un ancien dirigeant de MSF, le 18 avril 2002).

« *Il faut se détacher de l'illusion développementaliste*, affirme cet autre dirigeant de MSF. *Nous sommes à la fois proches et éloignés d'Oxfam. On a une campagne commune sur les médicaments essentiels mais n'adhérons pas au projet d'éradication de l'extrême pauvreté, projet onusien réalisé avec le Pnud, la Banque mondiale et le FMI. On est contre. C'est une sorte de communisme social dans une économie de marché. Les décisions concrètes sont très largement en-deça des discours. On vous fait des promesses radicales mais dans le concret, dans les projets de santé notamment, l'aide est saupoudrée. On veut supprimer les pauvres et les malades comme si c'était la même chose. On veut des mesures concrètes des médicaments pour ceux qui n'ont pas de pouvoir d'achat* ».(entretien réalisé en avril 2002). Les organisations humanitaires d'urgence sont à leur tour souvent critiquées par leur consœurs « développementalistes », pour qui l'humanitaire d'urgence ne représente qu'une « goutte dans l'océan », « une cautère sur une jambe de bois », la priorité devant revenir à l'aide au développement, c'est-à-dire au traitement du problème de fond, le sous-développement. Ce type de débat, récurrent, est révélateur du climat concurrentiel qui règne dans le secteur non lucratif de solidarité internationale, même si dans la pratique de nombreuses ONG de développement ont également une capacité d'intervention en urgence et même si les humanitaires restent souvent sur place longtemps après la phase aiguë de la crise pour participer à la réhabilitation.

Médecins du monde a toutefois pris des positions moins critiques, moins distantes et moins « indépendantiste » que MSF. Elle a envoyé des représentants au second et au troisième forum social mondial de Porto Allegre où elle a animé un atelier sur les problèmes de santé. Elle a également été présente au forum social européen de St-Denis, en novembre 2003 et au FSM de Bombay en janvier 2004. Cette différence de posture tient à l'histoire mais aussi à la sociologie de l'association : « *MDM baigne davantage dans la société civile française que MSF. Nous somme présents dans 25 villes et avons quelques 2000 bénévoles qui travaillent avec nous pour de courtes périodes. Beaucoup d'entre eux sont attirés et bousculés par ATTAC. Ils nous disent : 'On pourrait soigner moins idiot .Il faut réfléchir aux causes des grands problèmes de santé'* » (entretien avec un dirigeant de MDM, le 29 novembre 2003). Mais l'association médicale qui affirme se retrouver avec les alter sur la notion de « services fondamentaux » ne veut pas verser dans ce que certaines ONG

appellent une « antimondialisation primaire » : « *Nous sommes portés à contester le G8 sur les problèmes de santé mais nous ne voulons pas oublier de dénoncer l'indigence de certains pays africains qui n'ont aucune volonté de mettre en place des politiques de santé, ni de dénoncer la corruption des certains chefs d'Etats africains* » (entretien avec un dirigeant de MDM, le 29 novembre 2003).

Les ONG de développement sont elles aussi traversées par des courants et sensibilités différentes. A la différence de la plupart des grandes ONG humanitaires, elles sont dans l'ensemble, beaucoup plus engagées dans la lutte pour une autre mondialisation. La plupart d'entre elles étaient dès les années 60 impliquées dans les problématiques nord-sud. Elles y ont développé une réflexion structurée tout en préservant leur distance vis-à-vis des organisations jugées « radicales ». Les ONG chrétiennes, en particulier, ont joué un rôle très important dans la mobilisation contre la dette du Tiers monde.

Mais ici aussi il faut faire la part des positions souvent différentes de ces ONG. Nous nous limiterons aux cas d'Oxfam et du CCFD. OXFAM est considérée par tous, Etats, organisations internationales, ONG de développement, comme l'organisation leader dans le domaine de l'aide au développement. Cette ONG, unanimement respectée pour la qualité de ses travaux d'expertise, a adopté une stratégie « réformatrice » souvent opposée, et préférée, par les dirigeants politiques à la stratégie contestataire et « politique » d'ATTAC ou à celle de la « bruyante » Greenpeace fondée sur des coups d'éclats. Elle s'inscrit donc dans un lobbying moins contestataire que d'autres. Au risque de se faire taxer d'ultra libérale, elle professe qu'une hausse de 1% du commerce mondial peut tirer de la pauvreté 128 millions d'individus, à condition que ce commerce réponde à des règles équitables. C'est le sens de sa campagne « make trade fair », qui a recueilli trois millions de signatures dans le monde[4].

Le CCFD, en revanche, a pris progressivement des positions plus contestataires. Cette ONG, a été très tôt partie prenante au Forum social mondial de Porto Allegre via les ONG brésiliennes animatrices du forum qui se sont trouvées en même temps être ses partenaires. Le CCFD qui se dit réformiste et ne s'identifie pas aux « radicaux qui demandent la suppression du FMI et de la Banque mondiale » se dit pourtant critique vis-à-vis d'Oxfam qui représente à ses yeux un modèle beaucoup trop « *libéral* » et trop favorable au développement du commerce mondial.

Un des autres grands clivages est celui qui s'articule autour de la problématique des droits de l'homme. Les grandes ONG internationales de droit de l'homme comme Amnesty International ou Human Right Watch, soutenues par des ONG humanitaires comme MDM ou MSF, se veulent porteuses de valeurs universelles. Elles mettent au-dessus de tout autre considération la défense de droits de l'homme. HRW est quasiment absent de la scène des

[4] *La croix*, 8-9 novembre 2003

luttes antimondialistes. Amnesty international a participé au forum social mondial, mais aussi à la réunion de Davos, et a élargi la notion de lutte pour les droits de l'homme aux droits économiques, sociaux et culturels. Mais « *pour nous les droits de l'homme doivent primer dans tous les contextes,* souligne cet ancien président d'Amnesty international*,* France*. (…) La tradition d'Amnesty est le refus de se situer dans un échiquier idéologique. Sur ces problèmes on ne se définira ni pour ni contre. Les champs de rencontres avec les alter mondialistes sont limités. On ne prendra pas position sur les OGM mais sur « Les paysans sans terre » au Brésil. Les mots d'ordre des alter n'intègrent pas les droits de l'homme. Leur discours n'est pas global. Il est anticapitaliste et assez idéologique* » (entretien avec un dirigeant d'Amnesty international, le 11 avril 2002). Sur ce point, la divergence est grande. En effet, dans son rapport annuel, Amnesty International épingle tout Etat portant atteinte aux droits de l'homme. Aucun pays n'échappe à ses critiques, alors que les alter ont une vision plus sélective des droits de l'homme. Les droits du peuple palestinien comptent davantage que ceux du peuple cubain ou tchétchène, moins présents dans les slogans qui apparaissent dans les grandes manifestations. Les Etats-Unis sont voués aux gémonies pour leur guerre en Irak mais la Russie, en revanche, est relativement épargnée alors qu'elle opprime sans aucune entrave la moindre velléité d'autonomie de la part des Tchétchènes. Le statut de la femme dans le monde musulman fait partie des priorités d'Amnesty. Elle est défendue de manière moins systématique par les alter.

Dans la plupart des conflits internationaux, Amnesty ou HRW professent « neutralité » et « impartialité ». « *Nous on se définit par l'impartialité. Si on fait un rapport sur Israël dans le mois qui suit il faut en sortir un sur le monde arabe. Nous essayons de dépolitiser notre regard* » (entretien avec un dirigeant d'Amnesty international, le 11 avril 2002). Après avoir dénoncé les « massacres » commis par l'armée israélienne à Jenine, Amnesty international, Human Rights Watch et Médecins du monde ont également condamné les attentats palestiniens commis contre des civils israéliens, présentés comme des « crimes contre l'humanité ». Seule la FIDH maintien un silence pesant sur ces attentats. Une ONG comme Amnesty international se rapproche de ce point de vue des ONG médicales d'urgence qui font du « combat pour les populations » une priorité absolue.

*

Les ONG internationales ont une importance centrale dans l'étude de l'alter mondialisme dans la mesure où elles ont joué un rôle précurseur dans la construction des enjeux dont vont se saisir les altermondialistes. Les combats pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, la protection de l'environnement, le droit des pays du Tiers monde à accéder aux médicaments essentiels, le commerce équitable, la lutte pour la défense des enfants et des femmes dans le Tiers monde, etc. ont été portées par elles. Ce

sont elles qui ont sensibilisé les opinions publiques et les gouvernements à l'urgence qu'il y avait à s'occuper de ces problèmes. L'alter mondialisme n'est pas, à ce titre, une invention *sui generis*. Les nouveaux mouvements contestataires qui se forment à partis du sommet de l'OMC de Seattle s'approprient très largement les mots d'ordre et les analyses des ONG internationales. Il n'est pas étonnant que les acteurs de la contestation antimondialisation s'en servent à des fins légitimatoires, comme caution à leurs revendications.

Paru dans la revue *Humanitaire,* 9, Hiver 2004, pp. 103-114.